

## Kenya/ Présidentielle

## Confusion dans l'organisation de la nouvelle présidentielle

AFP  
Nairobi/Kenya

LE Kenya sera-t-il en mesure d'organiser une nouvelle élection présidentielle dans un mois? Les experts en doutent, alarmés par les querelles et la confusion qui ralentissent le lancement du nouveau processus électoral.

Le temps presse, les Kényans doivent de nouveau se rendre aux urnes le 17 octobre après que la Cour suprême eut annulé le résultat de la présidentielle du 8 août, mais les principaux acteurs ne parviennent pas à s'accorder sur la manière de procéder.

L'opposition a déjà prévenu qu'elle boycotterait le scrutin d'octobre si ses exigences présentées à la Commission électorale (IEBC) - dont la démission de plusieurs de ses membres - ne sont pas remplies. "Les défis à relever sont assez extraordinaires", a mis en garde le militant anticorruption John Githongo, qui estime que la nouvelle date "ne semble pas plausible parce que nous demandons à des personnes qui ont déjà effroyablement échoué d'organiser une élection après un court laps de temps".

Un des points de blocage provient du fait que les explications du jugement de la Cour suprême sont encore attendues. Sans elles, impossible de savoir quelles sont les irrégularités qui ont entaché le scrutin du 8 août, qui avait vu le président sortant Uhuru Kenyatta réélu avec 54%, 27 des voix, contre



Photo : AFP

Le leader de l'opposition kényane, Raila Odinga, en meeting, hier, à Nairobi.

44,74% à l'opposant Raila Odinga.

Le président de la Cour suprême, David Maraga, s'était contenté d'évoquer des "illégalités et irrégularités", notamment dans la transmission des résultats des bureaux de vote.

La Cour a jusqu'au 22 septembre pour rendre le jugement complet, ce qui laissera peu de temps à l'IEBC pour éventuellement corriger le tir.

"Tout cela est très incertain", a déploré le professeur de politique africaine de l'université de Birmingham (Grande-Bretagne), Nic Cheeseman. "On ne sait pas si la Cour suprême va dire quelque chose sur la technologie (employée), on ne sait pas si elle va directement pointer du doigt quelqu'un de l'IEBC", a-t-il expliqué. Cette personne "devra-t-elle être remplacée? Si c'est le cas, comment pourront-ils le faire dans les délais?"

#### • EN ATTENTE DE RÉFORME

Malgré l'absence de ce jugement, l'IEBC a avancé dans l'organisation d'une nouvelle élection, refusant de céder aux appels de

l'opposition qui exige le départ de ses dirigeants. On s'attendait à ce que l'IEBC s'empresse de faire des réformes de fond. On attend encore", a fustigé samedi un éditorialiste du Daily Nation, mettant en cause une "impasse qui a paralysé (le processus) et créé la confusion dans l'esprit du public".

Jeudi, la coalition d'opposition Nasa a envoyé une lettre à l'IEBC où elle demande notamment le renvoi de certains responsables, un changement de fournisseur de matériel électoral ainsi que la diffusion en direct des résultats de chaque circonscription. Sans quoi, a-t-elle redit, elle boycottera les élections.

"L'IEBC dans sa composition actuelle (...) ne peut pas organiser une élection libre et équitable en octobre", a souligné Raila Odinga, qui a lancé dimanche une campagne nationale "contre toute élection" organisée par la commission électorale.

Selon l'opposition, le système de transmission des résultats avait été piraté, et ceux émanant des bureaux

de vote avaient été modifiés électroniquement en faveur de M. Kenyatta.

L'entreprise française OT Morpho, qui avait fourni à l'IEBC le système de transmission des résultats, a assuré vendredi qu'un audit du système électronique utilisé pour compter les votes lors du scrutin présidentiel a prouvé qu'aucune donnée n'avait été manipulée ou piratée. Toutefois, malgré une injonction de la Cour suprême, l'IEBC n'a toujours pas donné l'accès à ses serveurs.

En outre, selon un mémorandum interne où le président de la commission électorale, Wafula Chebukati, demande à son directeur exécutif, Ezra Chiloba, des explications, certaines défaillances dans la conduite de l'élection présidentielle ont été mises au jour.

Pour Nic Cheeseman, l'IEBC ayant perdu sa légitimité, une solution pourrait venir de la négociation entre les camps rivaux afin qu'ils décident comment organiser une nouvelle élection.

Mais les invectives se multiplient entre pouvoir et opposition, ce qui rend cette solution peu plausible.

Le président sortant Kenyatta a pour sa part insisté pour que l'élection ait lieu comme prévu, accusant son rival, Raila Odinga, de vouloir bloquer la situation afin que soit mis en place un gouvernement de coalition.

Aux termes de la Constitution, l'IEBC a jusqu'au 31 octobre pour organiser une nouvelle élection.

## Avis et Communiqués

## PETITES ANNONCES

## EMPLOI OFFRE

21044 — Institut de beauté recherche une fille sachant faire la pose de gel et résine. Pas sérieuse s'abstenir. 04 31 68 77

21069 — Cherche chauffeur permis BCD habitant dans la zone d'Angondjé ou Ambouwé. Tel: 06 20 21 41/07 43 41 04

## EMPLOI DEMANDE

21099 — Cuisinier cherche emploi. 02 62 62 29.

21140 — JD cherche emploi ménagère de 8h-15h. 07 97 06 70

21141 — JD cherche emploi ménagère de 8h-15h. 07 35 10 20

21142 — JD cherche emploi ménagère de 8h-15h. 02 75 94 89

21152 — J. gab permis CD cher emploi chauffeur de liaison dans Sté ou taxi, non fumeur, non buveur. 02302987

## VÉHICULES

20845 — A VENDRE LUXUEUX LAND ROVER DEFENDER NEUF 300KM. FAMILIAL 8 PLACES, SIEGES CUIR. TOUS EQUIPEMENTS D'ORIGINE NEUF DISPONIBLE DES SUITES. 02 45 27 91 / 07 45 27 91.

## DIVERS

21085 — Société Vend 3 remorqueurs avec 3 plates de 750 tonnes pour gravier et bois. Tél : 07 37 43 17.

## SERVICES

21146 — Nounous, ménagères sûre. Tel: 07 12 07 91

## MÉDECINS

## CLINIQUE DE LA PAIX

Cardiologue, Pôle gynécologues avec cœlioscopie, Pédiatre, Néonatalogie. Permanence jour 8h-18h. Urgences nuit et week-end. Tél: 06 27 03 45 19426

## AVIS

## GABON TELECOM

La société GABON TELECOM convie son aimable clientèle ayant au moins deux factures impayées au 31 Août 2017, au titre des prestations Fixe, Internet et Mobile, à bien vouloir régulariser leur situation dans ses Agences Commerciales avant le 18 septembre 2017. Passé ce délai, GABON TELECOM se réserve le droit de procéder à la suspension définitive de ses prestations.

GABON TELECOM remercie sa clientèle de sa bonne compréhension et du respect des termes du présent communiqué. 20890

## CLUB SAOTI

La rentrée sportive au Club Saoti 2017 - 2018 a commencé le 04/09/2017.

Activités proposées : Football, basket, tennis et natation. Contacts : 01 73 03 95 / 04 17 83 03 21032

## Avis de recrutement

Dans le cadre de son développement, le Groupe SOGAFRIC constitué de plusieurs entreprises multi-secteurs, dont l'essentiel des activités se trouve à Libreville recherche un(e)

## CHEF D'EQUIPE FRIGORISTE ET TECHNICIENS FRIGORISTES :

Vous :  
· Répartissez les activités entre les ouvriers en transmettant des consignes et en veillant à leur application  
· Contrôlez la réalisation des interventions d'installations et/ou de maintenance de toute dimension  
· Repérez et régulez les dysfonctionnements  
· Renseignez les fiches de travaux ou d'intervention.

De formation BAC+2 (BTS/DUT), Licence pro en technique du froid et du conditionnement d'air, 1 à 3 ans d'expérience. Bonne maîtrise des circuits frigorifiques et notions de base en électricité, soudure, brasure sur cuivre. Postes basés à Libreville et Moanda.

Merci d'adresser votre candidature à contact.rh@groupe-sogafric.com ou Groupe SOGAFRIC B.P.613 ZI OLOUMI Libreville. 21097

La clinique des ASSALAS à Port-Gentil recherche des médecins spécialistes pour compléter et renforcer son équipe. Contactez nous au 07 15 55 34 ou par mail : cliniqueassalass@gmail.com P10281

BSO recherche pour son site de Ndjolé et/ou Minko-Mibé :  
- Un(e) électricienne automobile.  
- Un(e) assistant(e) logistique  
- Un(e) magasinier (e)  
- Un conducteur bull  
- Un responsable mécanique  
Expérience de 3 à 5 ans exigée Dossier complet (cv+ motivation+ certificats de travail etc.) à déposer au siège à Glass ou par mail à : recrutemententreprisegab@gmail.com.  
Pour toute information complémentaire, contacter le service RH au 01 72 63 67. 21046

## France/Musique

## Concert militant pour l'augmentation de l'aide de la France au développement

AFP  
Paris/France

AU nom de la solidarité avec les plus pauvres, jusqu'à 200.000 personnes étaient rassemblées hier soir place de la Concorde à Paris pour un grand concert militant animé par de nombreux artistes et acteurs de la société civile. "On mérite tous de vivre, pas de survivre", a lancé sur la scène de cette manifestation "Printemps solidaire" la Tchadienne Hindou Oumarou Ibrahim, avocate des populations victimes du réchauffement climatique dans son pays. Une vingtaine d'artistes, dont Matthieu Chedid (-M-), Alain Souchon, FFF,

Naive New Beaters, Imany mais aussi les Maliens Amadou & Mariam ou le reggaeman ivoirien Tiken Jah Fakoly, se succédaient pour faire danser des dizaines de milliers de jeunes - 200.000 au plus fort de la fête selon les organisateurs -, ravis de ce concert gratuit. "On vient pour faire la fête mais pour la bonne cause", a confié en souriant Elsa Grandin, une étudiante parisienne de 18 ans. Pour Charlotte Renaud, 18 ans aussi, "aider les gens qui sont d'autres pays, alors que nous on est des privilégiés, c'est hyper important". Lancée en février dernier et soutenue par 70 associations et des personnalités, l'opération "Printemps Solidaire" vise à sensibiliser

le grand public à la solidarité internationale et réclame au gouvernement français une hausse de son budget d'aide au développement.

Outre la musique, des acteurs de la société civile, intellectuels et militants sont intervenus, tels l'économiste française de la lutte contre la pauvreté Esther Duflo, ancienne conseillère de Barack Obama, ou l'agriculteur militant Cédric Herrou. "C'est important que des jeunes et des artistes s'impliquent (...) pour éviter les problèmes qu'on a actuellement sur le réchauffement climatique, sur la question des migrants", a déclaré Cédric Herrou. "On s'adresse au nouveau président élu, Emmanuel Macron", a sou-

ligné le porte-parole de Printemps Solidaire, Luc Barruet: il faut que "la France tienne enfin sa promesse de consacrer 0,7% de sa richesse nationale aux questions de solidarité internationale et d'aide publique au développement". "C'est une promesse qu'on a faite il y a 48 ans à l'ONU et qu'on ne tient toujours pas (...) La France en est péniblement à 0,38% alors que les Britanniques, les Allemands, l'ont déjà fait", ainsi que le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas, a-t-il insisté.

La lutte contre la pauvreté et l'aide internationale seront l'un des sujets au menu de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'ouvre cette semaine à New York.